

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 25/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COOPACA

7 rue du Commerce
03220 Treteau

Références : 20230925-RAP-63-1185-InspectionCoopacaTreteau
Code AIOT : 0005601461

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2023 dans l'établissement COOPACA implanté 7 rue du Commerce 03220 Treteau. L'inspection a été annoncée le 25/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPACA
- 7 rue du Commerce 03220 Treteau
- Code AIOT : 0005601461
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'installation est un site de stockage de grains, de produits phytosanitaires et d'engrais et de fabrication d'aliments pour bétail.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites des inspections 2020 et 2023
- risque accidentel
- sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article section III	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Niveau sonore	Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Merlon de terre - cuve de gaz	Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Rejets eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 14/04/1999, article 5.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/04/1999, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Sécheresse - Connaissance des prélèvements et compteur	Arrêté Préfectoral du 20/04/1999, article 5.2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
10	Mise à jour POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V	/	Lettre de suite préfectorale	9 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Prévention du risque incendie et explosion	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
5	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 3.5
9	Sécheresse -prélèvement	Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, article 6

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est globalement bien suivie (installations électriques, propreté, matériel de lutte contre l'incendie).

Cependant certains contrôles réglementaires n'ont pas été réalisés depuis plus d'un an: il s'agit du contrôle des colonnes sèches et de la canalisation de gaz entre le séchoir et la cuve. De plus, le contrôle initial après mise en place des dispositifs de protection contre la foudre doit être réalisé (et conclure à une installation conforme) avant la fin de l'année. Des nouveautés réglementaires concernant les sites Seveso Seuil Bas seront à intégrer. Cependant, l'exploitant a évoqué la possibilité de cesser son activité de stockage d'engrais contenant des ammonitrates et ainsi ne plus être soumis à cette réglementation.

L'installation consomme peu d'eau pour son activité (hors sanitaire), il doit cependant maîtriser les consommations du site afin de détecter d'éventuelles fuites. Le traitement des rejets d'eaux pluviales a été amélioré par l'agrandissement de son séparateur débourbeur. Néanmoins, l'exploitant a identifié des arrivées d'eaux sanitaires extérieures dans son réseau d'eaux pluviales. Il devra résoudre ce problème puisqu'il est responsable de la qualité des eaux sortant de son site. Enfin, des mesures de niveau sonore devront être réalisées après construction des nouveaux silos et des actions mises en œuvre afin de limiter les émergences sonores.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article section III
Thème(s) : Risques accidentels, protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont

<p>réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre [...]</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les travaux sur les paratonnerres ont été finalisés en juin 2021. La visite initiale effectuée le 06/10/21 conclut à une installation non conforme car il manque les parafoudres. De plus le PDA sur le silo béton doit être remplacé car non conforme NF C 17-102.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir réalisé les travaux et être dans l'attente d'une date de visite initiale par le prestataire.</p>
<p>Observations : L'exploitant devra transmettre le résultat de la visite initiale d'ici fin 2023. De plus, il devra vérifier par une mise à jour de son analyse du risque foudre que les dispositifs en place permettront de maîtriser le risque foudre sur l'extension prévue en 2024. Les dispositifs qui seront éventuellement nécessaires devront être mis en place avant mise en service des nouveaux silos.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Prévention du risque incendie et explosion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie- explosion</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait réaliser ses contrôles annuels par SOCOTEC. Les contrôles ne font pas apparaître d'observations (pour les parties silos - conformité à l'arrêté du 29/03/2004). Quelques observations de niveau 2 et 3 sont relevées sur d'autres bâtiments dont les bureaux pour le contrôle des installations électriques. Il n'y a pas d'observations sur les contrôles Q18.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Niveau sonore

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, niveau sonore</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En complément à l'obligation d'un contrôle réalisé tous les 3 ans, qui est imposé dans l'article 7.4</p>

de l'arrêté préfectoral n° 1643/99 du 14 avril 1999, un contrôle périodique des nouvelles installations autorisées par le présent arrêté est réalisé selon les dispositions suivantes. Une mesure de la situation acoustique engendrée par le fonctionnement des installations est effectuée tous les ans par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Cette situation caractérisera notamment les niveaux sonores émis en limite de propriété ainsi que l'émergence dans les zones à émergence réglementée.

Si 3 contrôles annuels consécutifs démontrent la conformité des émissions sonores, la fréquence des contrôles devient bisannuelle. Si 2 contrôles bisannuels consécutifs démontrent la conformité des émissions sonores, la fréquence des contrôles devient trisannuelle. Ces contrôles sont réalisés en période significative de collecte des céréales.

Les rapports de mesure sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

La société APSYS a réalisé des mesures en 2021 (en marche) et 2022 (à l'arrêt).

Les résultats montrent des non conformités au niveau des émergences (1 point en journée avec une émergence de 8,6 au lieu de 5 dB maximum et 3 points la nuit avec un maximum de 11 dB au lieu de 4 dB maximum).

Le rapport mentionne au point 6.3.4 que les valeurs d'émergence sont respectées. Les mesures montrent le contraire.

Observations : L'exploitant devra présenter un plan d'action permettant de diminuer les émergences.

De plus, il est indiqué dans le rapport que l'habitation au point 2 (non conforme de jour et de nuit) n'est plus une zone à émergence réglementée puisqu'elle est désormais la propriété de Coopaca. Cela est seulement vrai si l'habitation n'est pas habitée. Ce point doit être clarifié par l'exploitant.

De plus, il devra réaliser une nouvelle campagne de mesure suite aux travaux d'extensions en 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Merlon de terre - cuve de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, mesure de limitation des effets

Prescription contrôlée :

Un merlon en terre, exempt de pierre pouvant être projetée en cas d'explosion, est réalisé sur la face de la cuve de gaz tournée vers les silos existants 2, 3 et 5. Les dimensions minimales de ce merlon sont de 5 m en hauteur, 10 m en largeur à la base et de 13 m en longueur.

Constats :

L'exploitant devra s'assurer que les dimensions indiquées sont bien toujours respectées.

Le contrôle visuel fait lors de l'inspection ne permet pas de s'assurer avec précision du respect de la hauteur minimale de 5 mètres.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, état des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident. La localisation des stockages ainsi que la nature et quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d'affichage, pour les services d'incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d'accident. Les noms commerciaux des produits doivent être accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours. L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur.
Constats : Le logiciel en place permet une extraction réalisable par plusieurs personnes y compris hors site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejets eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/1999, article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 14/07/2023
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires sont évacuées par épandage après transit par un système d'assainissement [...]. Les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement avant rejet au milieu naturel, permettant de respecter les valeurs ci-après. En sortie d'établissement, ces eaux seront exemptes de tous éléments qui contribueraient à favoriser la manifestation d'odeurs et de saveurs anormales et devront respecter les normes suivantes: <ul style="list-style-type: none">- la température des effluents rejetés doit être inférieure à 30°C et leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5;- la modification de couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de rejet, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l;- hydrocarbures totaux: 10 mg/l;- MES: 100 mg/l;- DBO5: 100 mg/l;- DCO: 300 mg/l;- azote: 30 mg/l;- phosphore: 10 mg/l.
Constats : L'exploitant a réalisé des travaux pour surdimensionner son système de séparateur débourbeur en

<p>sortie de site.</p> <p>Il a effectué un curage des séparateurs en amont sur le site.</p> <p>De plus, il a effectué une recherche sur la constitution de ses réseaux. Il a découvert que certaines eaux transitant dans son réseau ne provenaient pas de son site mais d'autres installations externes. Des eaux sanitaires sont ainsi rejetées dans le réseau d'eaux pluviales du site.</p>
<p>Observations : L'exploitant devra faire réaliser une analyse par un laboratoire des eaux rejetées afin de vérifier le respect des valeurs limites imposées ci-dessus. Il s'est engagé à réaliser la mesure d'ici fin 2023.</p> <p>De plus, il devra entrer en contact avec les propriétaires des installations rejetant sur son site afin de trouver une solution permettant de traiter ces rejets ou de les envoyer vers le réseau communal.</p> <p>Une présentation des démarches effectuées et des délais prévisionnels de retour à la conformité sera transmise à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Matériel de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/1999, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, moyens d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les extincteurs sont contrôlés annuellement.</p> <p>[...] les silos et séchoirs seront équipés de colonnes sèches.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs, exutoires de fumée et RIA sont contrôlés par Protection Incendie Bourbonnaise (derniers contrôles 04/10/2022 et 10/2021).</p> <p>En revanche, les colonnes sèches n'ont pas fait l'objet d'un contrôle récent.</p>
Observations : L'exploitant devra faire contrôler les colonnes sèches à une fréquence adaptée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Sécheresse - Connaissance des prélèvements et compteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/1999, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des consommations d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des indications du dispositif totalisateur est effectué toutes les semaines et est porté sur un registre tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le relevé des compteurs n'est pas réalisé à une fréquence hebdomadaire. Cependant, la consommation annuelle du site est de 1500 m³.</p>

L'exploitant a transmis une demande d'espacement de la fréquence de relevé des compteurs, cependant cette demande ne peut pas être acceptée puisque l'obligation découle d'un arrêté ministériel (2 février 1998). L'exploitant a l'obligation de faire ce relevé à minima sur un compteur principal d'alimentation du site. D'après les informations de l'exploitant, huit compteurs sont disposés sur le site. L'exploitant devra trouver une solution permettant de connaître ses consommations de manière hebdomadaire: la télé relève peut être utilisée par exemple.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Sécheresse -prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement

Prescription contrôlée :

L'exploitant prélève moins de 1 000 m³/an dans le milieu et moins de 7 000 m³/an pour le total prélevé (réseau d'eau potable et milieu) – cas 1.

Constats :

L'exploitant prélève bien moins de 7000 m³/an dans le réseau (et le milieu): il prélève environ 1500 m³ en moyenne, dont une partie pour des usages sanitaires. Il peut donc déroger aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 7 avril 2023. L'arrêté cadre départemental du 6 mai 2022 s'applique mais étant donné les faibles consommations, les restrictions ne sont pas opposables. La consommation nette du site est faible (environ 100 m³ utilisés pour la granulation d'aliments).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Mise à jour POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des

<p>délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI a été mis à jour en 2023 cependant les éléments décrits ci-dessus n'ont pas été déterminés. L'exploitant envisage un déclassement du site avec l'arrêt du stockage des engrais contenant des ammonitrates classés 4702-II (ammo 33) et III (Ammo 27). L'exploitant devra soit mettre à jour son POI avant le 30 juin 2025 soit réaliser un porté à connaissance informant la préfecture de sa décision de cessation d'activité 4702-II et III. La cessation devra alors être réalisée selon la procédure décrite à l'article R512-66-1.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>

N° 11 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, respect du plan d'action</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p> <p>Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter du 18 septembre 2009 comporte notamment en pages 258 et 259 un plan d'actions visant à modifier certaines installations existantes du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les éléments ont été contrôlés par sondage (notamment dans la partie ancien silo). Les éléments sont mis en place cependant il faudra s'assurer du contrôle régulier de la tuyauterie gaz entre le séchoir et la cuve (dernier en date 2019).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

